

REPUBLICUE GABONNAISE



UNION - TRAVAIL - JUSTICE

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS
ET DES TRANSPORTS

DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS
ET DE LA MARINE MARCHANDE

Cabinet du Ministre

Dos. : 5.5.I.I6.4

A Actualiser

ARRETE n° 00653 /PR/MPT/IMM

portant police de la navigation à l'intérieur des eaux territoriales de la République Gabonaise

Le Président de la République Gabonaise
Chef du Gouvernement

VU le Constitution

Vu la LOI n° 10/63 du 12 Janvier 1963 portant code de la Marine Marchande Gabonaise ;

Vu le Décret n° 00149/PR/MTP portant organisation des Services de la Marine Marchande au Gabon ;

Sur rapport du Ministre des Travaux Publics et des Transports, chargé de la Marine Marchande.

Conforme au
l'art 3 de la

10/63 qui stipule que le
police de
navigation
est
réglementée
par arrêté
de l'autorité
adm
maritime

ARTICLE 1. Le présent arrêté s'applique à la navigation effectuant à l'intérieur des eaux territoriales gabonaises. Tout navire ou embarcation se trouvant dans les eaux territoriales de la République Gabonaise doit être en mesure à tout moment de prouver sa nationalité ainsi que son droit de battre le Pavillon qu'il arbore en présentant sur simple demande des autorités administratives ou militaires habilitées au titre de l'inspection de la navigation, les documents officiels qui lui ont été délivrés à cette fin par le gouvernement de l'Etat dont il réclame la nationalité.

Article 2. L'entrée et la sortie des Ports et Rades de la République Gabonaise sont interdites à tout navire ne remplissant pas les conditions édictées à l'article premier.

Article 3. Toute personne, même étrangère, exerçant un commandement ou embarquée sur un navire gabonais ou étranger, doit se conformer à l'intérieur des eaux territoriales gabonaises aux règlements ou aux ordres émanant de l'autorité administrative maritime et relatifs soit à la police de la navigation maritime, soit à la police des eaux fluviales et rades portuaires, soit aux lois et règlements sur la sécurité de la navigation.

Article 4. Toute contravention aux dispositions du présent arrêté sera passible des peines prévues par l'article 192 du code de la Marine Marchande Gabonaise.

Article 5. Le Ministre des Travaux Publics et des Transports est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Libreville, le 10 Juin 1964

Par le Président de la République

VISA

Ministre T.P.

11-11
T.P.M. 11

Le Vice-Président du
Gouvernement

P.M. YEMBIT